

Cahier des clauses administratives particulières

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

**Fourniture de repas individuels en liaison froide au profit des élèves de l'Ecole des
Mines de Saint-Etienne, campus Aix-Marseille-Provence (Gardanne 13)**

Sommaire en un coup d'œil

Partie 1 – Description du marché

Vous y trouverez, notamment, les informations sur l'objet, la durée et les délais d'exécution du marché, les pièces contractuelles, la sous-traitance...

Partie 2 – Quelles sont les conditions financières du marché ?

Vous y trouverez, notamment, les informations sur le prix, ses modalités de révision, les modalités de règlements

Partie 3 – Comment se déroulent les prestations ?

Vous y trouverez les informations sur la commande des prestations, les conditions d'exécution des prestations et la réception des prestations

Partie 4 – Les sanctions et la fin du marché

Vous y trouverez les informations sur les pénalités et la résiliation du marché

Partie 5 – Les autres clauses

Vous y trouverez les informations sur les assurances à fournir et la langue applicable aux documents

Les dérogations aux CCAG fournitures courantes et services

Vous y trouverez un tableau qui récapitule les dérogations apportées au CCAG-FCS

Annexe

Vous y trouverez les informations sur les documents à produire tous les 6 mois

Sommaire en détail

PARTIE 1 – DESCRIPTION DU MARCHÉ.....	5
Article 1. Parties contractantes	5
1.1. L'Ecole Nationale Supérieure des Mines de Saint-Etienne.....	5
1.2. Le titulaire et l'interlocuteur privilégié	5
Article 2. Objet et montant du marché	5
2.1. Description de l'objet du marché	5
2.2. Allotissement	6
2.3. Le montant du marché.....	6
Article 3. La sous-traitance	6
Article 4. Pièces contractuelles	6
Article 5. Durée du marché et délai d'exécution	7
5.1. Durée du marché	7
5.2. Délais d'exécution.....	7
Article 6. Modifications de la situation juridique du titulaire en cours d'exécution du marché	7
Article 7. Marché similaire	8
PARTIE 2 – QUELLES SONT LES CONDITIONS FINANCIERES DU MARCHÉ ?.....	9
Article 8. Le prix	9
8.1. Nature et type de prix	9
8.2. Mois d'établissement des prix	9
Article 9. Clause de révision des prix.....	10
Article 10. Modalités de règlement des comptes	12
10.1. La présentation des factures	12
10.2. La transmission des factures par Chorus Pro	12
10.3. Service chargé du paiement.....	13
10.4. Délai de paiement.....	13
10.5. Avances	13
10.6. Acomptes.....	13
Article 11. Prix nouveaux	13
Article 12. Retenue de garantie	13
Article 13. Nantissement	13
PARTIE 3 – COMMENT SE DEROULENT LES PRESTATIONS ?	15
Article 14. Comment sont commandées les prestations ?	15
Article 15. Quelles sont les conditions d'exécution des prestations ?	15
Les prestations devront être conformes aux stipulations du présent marché (les normes et spécifications techniques applicable étant celles en vigueur à la date du marché).....	15
Article 16. Comment se déroule la réception des repas	15
PARTIE 4 – LES SANCTIONS ET LA FIN DU MARCHÉ.....	16
Article 17. Pénalités	16
17.1. Les pénalités applicables	16
17.2. Modalités d'application des pénalités	17

Article 18. Résiliation du marché	17
Article 19 – Le tribunal administratif compétent en cas de litige.....	17
PARTIE 5 – AUTRES CLAUSES	18
Article 20. Assurances	18
Article 21. Langue	18
Article 22. Liste des pièces à produire tous les 6 mois.....	18
PARTIE 6 – LES DEROGATIONS AU CCAG FCS	19
ANNEXE.....	20
Annexe 1 – Les documents à produire tous les 6 mois.....	20

PARTIE 1 – DESCRIPTION DU MARCHE

Article 1. Parties contractantes

1.1. L'Ecole Nationale Supérieure des Mines de Saint-Etienne

Mines Saint-Etienne (EMSE), 158 Cours Fauriel, CS62362, 42023 Saint-Etienne Cedex représentée par son Directeur, Jacques Fayolle.

Mines Saint-Etienne est une école de l'Institut Mines-Télécom, établissement public caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP) constitué sous la forme d'un grand établissement au sens de l'article L. 717-1 du code de l'éducation, sis 19 Place Marguerite Perey, CS 20031, 91123 Palaiseau cedex, représenté par Madame Cécile DUBARRY, Directrice générale.

LEMSE est un établissement public sous tutelle du ministère de l'Économie et des finances.

1.2. Le titulaire et l'interlocuteur privilégié

➤ La dénomination du Titulaire

La ou les entreprises Titulaires de chaque lot sont dénommées « le Titulaire ».

➤ L'interlocuteur privilégié du Titulaire

Le Titulaire doit désigner un interlocuteur privilégié pour toute la durée de l'exécution du marché.

Dans les 5 jours de la notification du marché, le Titulaire doit communiquer l'adresse email et le numéro de téléphone de cet interlocuteur. Cette formalité n'est pas nécessaire si le Titulaire a déjà communiqué ces informations dans son offre.

Tout changement de l'interlocuteur doit être préalablement communiqué à l'EMSE.

➤ L'élection de domicile du Titulaire

Le Titulaire fait élection de domicile à son siège social pour les actes relatifs à l'exécution du présent marché.

Article 2. Objet et montant du marché

2.1. Description de l'objet du marché

Le présent marché est un marché de fourniture

Il a pour objet de fixer les modalités de fourniture de repas individuels en liaison froide au profit des élèves de Mines Saint-Etienne, sur le campus Aix-Marseille-Provence, 880 route de Mimet-13451 Gardanne Cedex.

Le présent marché doit être réalisés selon les prescriptions prévues dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et le présent CCAP.

2.2. Allotissement

Les prestations ne sont pas alloties.

2.3. Le montant du marché

Le marché est un accord-cadre mono attributaire à bons de commande au sens de l'article R2162-4 du Code de la Commande publique.

Le volume annuel est estimé à environ 10 000 repas repartis de manière non uniforme sur l'année du fait des périodes de stage et des vacances scolaires qui impactent la présence des élèves sur site.

Le marché prend la forme d'un accord-cadre à bons de commande comportant un minimum et un maximum :

Période ferme :

Quantité minimum commandée : 3 000 repas

Quantité maximum commandée : 24 000 repas

Périodes de reconduction de 12 mois :

Quantité minimum commandée : 3 000 repas (par année de reconduction)

Quantité maximum commandée : 16 000 repas (par année de reconduction)

Article 3. La sous-traitance

Conformément aux articles R2193-3 à R 2193-22 du Code de la Commande Publique et à l'article 3.6 Du CCAG-FCS :

Le sous-traitant peut intervenir sur un chantier si 2 conditions sont réunies :

1. LEMSE a accepté le sous-traitant et a agréé ses conditions de paiement ;
2. Le cas échéant, le sous-traitant a adressé un plan particulier de sécurité et de protection de la santé au responsable sécurité.



En pratique : Le titulaire doit fournir à l'EMSE le formulaire DC4 rempli et signé accompagné des documents qui attestent des qualifications et moyens techniques et humains du sous-traitant.

Article 4. Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent par ordre décroissant :

- L'acte d'engagement ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux fournitures courantes et services (CCAG-FCS) ;
- L'offre technique et l'offre financière du titulaire ;
- Les actes spéciaux de déclaration de sous-traitance.

Le CCAG-FCS est accessible sur le site legifrance.fr. Le Titulaire est réputé en avoir eu connaissance.

Article 5. Durée du marché et délai d'exécution

5.1. Durée du marché

Le présent marché est conclu pour une durée de 18 mois reconductible 2 fois pour des périodes de 12 mois chacune.

Le date de démarrage estimée du marché est le 1er janvier 2026.

Estimation déroulement du marché incluant les périodes de reconduction (non contractuel):

Durée ferme : 1er janvier 2026 au 30 juin 2027

1ère période de reconduction : 1er juillet 2027 au 30 juin 2028

2ème période de reconduction : 1er juillet 2028 au 30 juin 2029

Reconduction du marché :

Le présent marché pourra être reconduit dans les conditions suivantes :

Le pouvoir adjudicateur doit se prononcer par écrit avant la fin de la durée de validité du marché : la reconduction sera réputée refusée si aucune décision n'intervient à la date de reconduction.

Si le pouvoir adjudicateur décide de reconduire le marché, le titulaire ne pourra pas refuser cette reconduction.

Le service de portage sera assuré sur l'ensemble de l'année scolaire (septembre à juin), en revanche, le service ne sera pas assuré durant les périodes d'absences des élèves (vacances scolaires) suivant un calendrier qui sera transmis par le bénéficiaire.

5.2. Délais d'exécution

Les prestations de portage de repas seront assurées du lundi au vendredi, sauf jours férié, et disposition contraire expressément convenue entre les parties (vacances scolaire, événement).

Les menus doivent être fournis avec 1 mois d'avance.

Conformément aux prescriptions du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) La transmission des bons de commande au titulaire interviendra chaque jeudi de la semaine S-1, ce qui correspond à un délai de prévenance de 4 jours.

Les repas devront être livrés chaque jour de la semaine entre 10h45 et 11h30.

Tout retard dans l'exécution des prestations pourra entraîner l'application de pénalités de retard conformément à l'article 17.1 du présent CCAP.

Article 6. Modifications de la situation juridique du titulaire en cours d'exécution du marché

Par dérogation à l'article 3.4.2 du CCAG-FCS :

Le titulaire doit immédiatement communiquer à l'EMSE les modifications qui surviennent au cours de l'exécution du présent marché et qui se rapportent à l'un de ces événements :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager,
- A la forme juridique sous laquelle il se présente,
- A sa raison sociale ou à sa dénomination,
- A sa nationalité,
- A son adresse ou siège social,
- A ses coordonnées bancaires,
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement
- A une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire.

L'EMSE peut résilier le marché si le Titulaire ne respecte pas cette obligation.

Article 7. Marché similaire

En application de l'article R 2122-7 du Code de la Commande Publique, L'EMSE se réserve la possibilité de confier au Titulaire la réalisation de prestations similaires à celles du lot dont il est titulaire.

A cet effet, une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables sera engagée. La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser 3 ans à compter de la signature du présent marché.

PARTIE 2 – QUELLES SONT LES CONDITIONS FINANCIERES DU MARCHE ?

Article 8. Le prix

8.1. Nature et type de prix

Les prestations seront réglées par application d'un prix unitaire par repas.

Ce prix devra intégrer l'ensemble des coûts nécessaires à l'exécution du marché (gestion administrative des commandes, approvisionnement, confection, conditionnement, transport, livraison, etc.)

Les alternatives proposées par le titulaire dans son menu (alternative sans porc, végétarienne, etc.) ne devront pas entraîner un changement de prix.

Les prix sont exprimés en euros et feront apparaître clairement le HT et le TTC.

8.2. Mois d'établissement des prix

Le mois d'établissement des prix unitaires est celui de la date limite de réception des offres.
Ce mois est appelé "mois zéro" (m0).

Article 9. Clause de révision des prix

Cet article précise l'article 10. du CCAG-FCS

Les prix sont révisables semestriellement. La première révision de prix pourra donc intervenir sur la facturation du septième mois d'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de fournir à l'appui de sa facture contenant une révision de prix, le détail du calcul de cette révision ainsi que la valeur des indices pris en compte et les justificatifs associés (capture d'écrans site Insee par exemple).

La révision du prix est effectuée par application de la formule de révision suivante (conformément aux recommandations de la Direction des Affaires Juridiques du Ministère de l'Economie et des Finances):

$$P_r = P_0 * [0,37 * A + 0,37 * T + 0,26 * D]$$

Composante Alimentaire A :

$$A = \left[0,22 * \frac{I1_m}{I1_0} + 0,07 * \frac{I2_m}{I2_0} + 0,12 * \frac{I3_m}{I3_0} + 0,06 * \frac{I4_m}{I4_0} + 0,06 * \frac{I5_m}{I5_0} + 0,02 * \frac{I6_m}{I6_0} + 0,15 * \frac{I7_m}{I7_0} + 0,03 * \frac{I8_m}{I8_0} + 0,08 * \frac{I9_m}{I9_0} + 0,14 * \frac{I10_m}{I10_0} + 0,05 * \frac{I11_m}{I11_0} \right]$$

Composante Travail T :

$$T = \left[\frac{I12_m}{I12_0} \right]$$

Composante Divers D :

$$D = \left[0,10 * \frac{I13_m}{I13_0} + 0,15 * \frac{I14_m}{I14_0} + 0,15 * \frac{I15_m}{I15_0} + 0,07 * \frac{I16_m}{I16_0} + 0,21 * \frac{I17_m}{I17_0} + 0,13 * \frac{I18_m}{I18_0} + 0,05 * \frac{I19_m}{I19_0} + 0,02 * \frac{I20_m}{I20_0} + 0,11 * \frac{I21_m}{I21_0} + 0,01 * \frac{I22_m}{I22_0} \right]$$

Formule dans laquelle :

- Pr : Prix révisé
- P0 : Prix initial du marché
- A : composante alimentaire
- T : Composante Travail
- D : composante Divers
- Im : valeur de référence du mois de révision de prix
- Io : valeur de référence du mois de remise des offres

Et les indices associés :

Composante Alimentaire A :

I1 : Indice INSEE 010764062 / Viande et produits à base de viande

I2 : Indice INSEE 010764066 / Préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche

I3 : Indice INSEE 010764067 / Produits à base de fruits et légumes

I4 : Indice INSEE 010776699 / Fruits frais

I5 : Indice INSEE 010776722 / Légumes frais

I6 : Indice INSEE 010764071 / Huiles et graisses végétales et animales

I7 : Indice INSEE 010764073 / Produits laitiers et fromages

I8 : Indice INSEE 010764075 / Produits du travail des grains et produits amylacés

I9 : Indice INSEE 010764078 / Produits de boulangerie pâtisserie et pâtes alimentaires

I10 : Indice INSEE 010764082 / Autres produits alimentaires

I11 : Indice INSEE 010764093 / Boissons

Composante Travail T :

I12 : Indice INSEE 001565191 / ICHT - Restauration

Composante Divers D :

I13 : Indice INSEE 010764839 / Véhicules utilitaires

I14 : Indice INSEE 001764104 / Carburants et lubrifiants pour véhicules de tourisme

I15 : Indice INSEE 010764276 / Réparation de machines et équipements mécaniques

I16 : Indice INSEE 011779961 / Entretien-amélioration des bâtiments

I17 : Indice INSEE 010764161 / Emballages en matières plastiques

I18 : Indice INSEE 010764147 / Savons, détergents et produits d'entretien

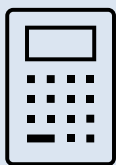
I19 : Indice INSEE 010764105 / Articles d'habillement

I20 : Indice INSEE 001763993 / Alimentation en eau

I21 : Indice INSEE 010764291 / Electricité vendue aux entreprises consommatrices finales

I22 : Indice INSEE 010764296 / Commerce du gaz par conduites aux entreprises consommatrices finales

Pour faciliter l'utilisation de cette formule, les valeurs des index correspondants et la méthodologie utilisée sont mises en ligne sur le site internet du syndicat national de la restauration collective : <https://www.snrc.fr/index-du-secteur-de-la-restauration-collective/>



Les calculs intermédiaires et finaux sont effectués avec au maximum 4 décimales.

Pour chacun de ces calculs, l'arrondi peut être traité de 2 façons :

1. Si la 5^{ème} décimale est comprise entre 0 et 4 (bornes incluses), la 4^{ème} décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
2. Si la 5^{ème} décimale est comprise entre 5 et 9 (bornes incluses), la 4^{ème} décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Article 10. Modalités de règlement des comptes

Cet article précise l'article 12 du CCAG-FCS

10.1. La présentation des factures

Le titulaire adressera ses factures mensuellement en fin de mois.

Chaque facture devra mentionner à minima :

- Le numéro du ou des bons de commandes concerné,
- Les dates de livraison,
- Le détail des prestations (nombre de repas, types, quantités),
- Les prix unitaires
- Le montant total hors taxes et toutes taxes comprises.

10.2. La transmission des factures par Chorus Pro

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont exclusivement effectués sur le portail de facturation Chorus Pro :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Pour déposer la facture sur le portail Chorus Pro, le Titulaire doit disposer des informations suivantes :

- Le numéro du marché ;
- Le numéro du bon de commande ;
- Le numéro de la facture ;
- Le nom et l'adresse du créancier ;
- Les références du compte bancaire ou postal. Ces références doivent être identiques à celles indiquées dans l'acte d'engagement ;
- Le numéro de SIRET ou SIREN et du registre du commerce ;
- Le code APE ;
- Le montant total HT et TTC des prestations effectuées, ainsi que le taux de TVA appliqué.

L'identifiant SIRET de l'acheteur nécessaire au dépôt d'une facture sur le portail Chorus Pro est :

Mines Saint-Étienne : 180 092 025 001 05



Toutes les factures doivent être déposées sur le portail Chorus Pro.
Les factures transmises par un autre moyen ne seront pas payées.

10.3. Service chargé du paiement

Le service chargé du paiement est :

Mines Saint-Etienne	Agent Comptable secondaire SUD 158 Cours Fauriel F-42023 Saint-Etienne Cedex 2
---------------------	--

10.4. Délai de paiement

L'EMSE règle les sommes dues par virement administratif sous 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement.

Référence : article R2192-10 CCP.

10.5. Avances

Cet article précise l'article 11.1 du CCAG-FCS

En raison des conditions d'exécution du marché, aucun versement d'avance n'est prévu.

10.6. Acomptes

Cet article précise les articles 11.2 CCAG-FCS

En raison des conditions d'exécution du marché, aucun versement d'acompte n'est prévu.

Article 11. Prix nouveaux

En application de l'article 23 du CCAG-FCS, l'EMSE peut ajouter des prestations supplémentaires ou modificatives pour lesquelles le marché n'a pas prévu de prix. Elles sont notifiées par ordre de service.

Les prix des prestations supplémentaires ou modificatives sont unitaires.

Article 12. Retenue de garantie

En raison des conditions d'exécution du marché, aucune retenue de garantie n'est prévue.

Référence : articles R. 2191-32 à R. 2191-42 CCP.

Article 13. Nantissement

Cet article précise l'article 4.2 du CCAG-FCS

Le titulaire peut bénéficier du régime de nantissement ou d'une cession de créance.

Le bénéficiaire du nantissement ou de la cession de créances peut demander à l'EMSE :

- Un état sommaire des prestations effectuées, accompagné d'une évaluation qui n'engage pas L'EMSE ;
- Le décompte des droits constatés au profit du Titulaire ;
- Un état des avances et des acomptes mis en paiement.

Le comptable assignataire chargé du paiement est :

Madame L'agent comptable secondaire

Anne-Sophie Chambon

158 cours Fauriel

CS62362

Saint-Etienne cedex 2

PARTIE 3 – COMMENT SE DEROULENT LES PRESTATIONS ?

Article 14. Comment sont commandées les prestations ?

Le marché s'exécute par l'émission de bons de commande au fur et à mesure des besoins de l'EMSE.

Cependant, le montant cumulé des bons de commande ne peut pas dépasser le maximum prévu à l'article 2.3 de ce CCAP.

Article 15. Quelles sont les conditions d'exécution des prestations ?

Les prestations devront être conformes aux stipulations du présent marché (les normes et spécifications techniques applicable étant celles en vigueur à la date du marché).

Le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des dispositions légales et réglementaire en vigueur notamment relatives à l'hygiène, à la sécurité des aliments et aux conditions de transport dans le cadre du portage des repas.

À ce titre, le titulaire devra notamment :

Respecter les normes HACCP applicables à la préparation, la conservation, le conditionnement, le transport et la livraison des denrées alimentaires.

- Assurer le maintien de la chaîne du froid (température $\leq 3^{\circ}\text{C}$) et du chaud (température $\geq 63^{\circ}\text{C}$) pendant toute la durée du transport, jusqu'à la remise au bénéficiaire.
- Utiliser des contenants et véhicules conformes aux normes sanitaires, nettoyés et désinfectés régulièrement.
- Porter une tenue vestimentaire adaptée, propre et dédiée à cette activité (blouse, gants, etc.), et respecter les règles d'hygiène corporelle (lavage des mains, port de masque si nécessaire, absence de bijoux, etc.).
- Former régulièrement le personnel aux bonnes pratiques d'hygiène et de manipulation des denrées alimentaires.
- Mettre en place un système de traçabilité permettant de garantir le suivi des repas livrés (dates, températures, produits, horaires).
- Informer immédiatement le pouvoir adjudicateur de tout incident ou non-conformité constatée lors de la préparation ou de la livraison des repas.

Tout manquement constaté à ces obligations pourra entraîner des pénalités, voire la résiliation du marché pour faute grave, conformément aux dispositions du présent CCAP.

Article 16. Comment se déroule la réception des repas

Chaque livraison de repas fait l'objet, au moment de sa réception, d'une vérification par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Cette opération a pour objet de s'assurer :

- De la conformité des quantités livrées par rapport au bon de commande,
- De l'état général des conditionnements (absence de fuite, dégradation...),
- Respect des horaires de livraison,
- De la présence des étiquetages obligatoires (DLC, allergènes, identification des plats...),

- Le représentant du pouvoir adjudicateur pourra également procéder à des contrôles inopinés des températures.

En l'absence de réclamation par le pouvoir adjudicateur dans un délai de 5 jours ouvrés suivant la livraison, la réception est réputée définitive.

Toute non-conformité signalée dans ce délai pourra donner lieu à :

- Un refus de réception total ou partiel de la livraison concernée,
- Une demande de remplacement ou de correction,
- L'application de pénalités prévues au marché.

PARTIE 4 – LES SANCTIONS ET LA FIN DU MARCHE

Article 17. Pénalités

17.1. Les pénalités applicables

Les pénalités applicables sont celles listées ci-après.

Pénalités	Montant de la pénalité
Retard de livraison	En cas de retard prévisible, le titulaire informe immédiatement le bénéficiaire. En cas de retard de livraison supérieur à 20 minutes et sans information préalable du titulaire une pénalité égale à 10% du moment de la commande concernée sera appliquée, sauf en cas de force majeur dûment justifié.
Absence de livraison ou livraison incomplète	En cas d'absence de livraison de tout ou partie des repas, les repas concernés ne seront pas facturés et le prestataire encourt l'application d'une pénalité égale à 20% du montant total de la commande concernée, sauf en cas de force majeure dûment justifié.
Défauts majeurs Non-conformité grave (repas avarié, température hors-normes, défaut d'étiquetage.)	En cas de non-conformité grave et après mise en demeure du prestataire de s'expliquer, celui-ci encourt l'application d'une pénalité égale à 100 euros par constat.

17.2. Modalités d'application des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas les 1000€ pour l'ensemble du marché.

En application de l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard ne peut pas excéder 10% du marché.

Article 18. Résiliation du marché

Le chapitre 7 du CCAG-FCS s'appliquent sans aucune autre disposition particulière.

Article 19 – Le tribunal administratif compétent en cas de litige

En cas de litige et d'échec du règlement à l'amiable de ce dernier, le tribunal administratif de Lyon est compétent.

PARTIE 5 – AUTRES CLAUSES

Article 20. Assurances

Cet article précise l'article 9 du CCAG FCS.

Le titulaire doit fournir toutes les attestations prévues à l'article 9 du CCAG FCS avant tout début d'exécution dans un délai de 15 jours.

Il est notamment tenu de fournir une attestation de responsabilité civile professionnelle.

Article 21. Langue

Le Titulaire doit produire tous les documents en français.

Si des documents sont rédigés en langue étrangère, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté. Les frais de traduction sont à la charge du Titulaire.

Article 22. Liste des pièces à produire tous les 6 mois

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de son exécution les pièces listées à l'annexe n°1 du CCAP.



Les pièces mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne :

<https://declarants.e-attestions.com>

L'EMSE peut résilier le marché si le Titulaire ne dépose pas les documents demandés. Cette résiliation interviendra après une mise en demeure restée infructueuse.

PARTIE 6 – LES DEROGATIONS AU CCAG FCS

Article du CCAG-FCS auquel il est dérogé	Article du présent CCAP qui déroge au CCAG-FCS
Article 3.4.2.	Article 6 : Le CCAP prévoit que la liste des évènements qui justifient que le Titulaire informe l'EMSE.
Article 4.1	Article 4 : L'ordre de priorité des pièces contractuelles est modifié.
Article 14.1.3	Article 17.2. : Le CCAP prévoit des modalités d'application des pénalités différentes.

ANNEXE

ANNEXE 1 – LES DOCUMENTS A PRODUIRE TOUS LES 6 MOIS

1. Pour le titulaire établi ou domicilié en France

1	<p>Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale.</p>
2	<p>Le cas échéant, lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au Registre national des entreprises en tant qu'entreprise du secteur des métiers et de l'artisanat est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) <p style="text-align: center;">OU</p> <ul style="list-style-type: none">• Un extrait d'immatriculation au Registre national des entreprises en tant qu'entreprise du secteur des métiers et de l'artisanat <p style="text-align: center;">OU</p> <ul style="list-style-type: none">• Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au Registre national des entreprises en tant qu'entreprise du secteur des métiers et de l'artisanat ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente <p style="text-align: center;">OU</p> <ul style="list-style-type: none">• L'accusé de réception électronique mentionné à l'article R. 123-6 du code de commerce, émanant du greffier du tribunal de commerce compétent ou de la chambre des métiers et de l'artisanat compétente
3	<p>Le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à autorisation de travail.</p> <p>Elle doit préciser pour chaque salarié :</p> <ul style="list-style-type: none">• Sa date d'embauche,• Sa nationalité,• Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

2. Pour le titulaire établi ou domicilié à l'étranger

Ces documents sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en langue française.

1	<p>Un document mentionnant son numéro individuel d'identification d'assujetti à la TVA.</p> <p>Si le cocontractant n'est pas tenu d'avoir un tel numéro, un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France</p>
2	<p>Un document attestant la régularité de la situation sociale du Titulaire (« formulaire A1 de détachement ») et un document mentionnant qu'il est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes</p> <p>OU</p> <p>Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale émanant d'un organisme de recouvrement français prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale</p>
3	<p>Le cas échéant, si l'immatriculation du cocontractant à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, l'un des documents suivants :</p> <p>Un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ;</p> <p>OU</p> <p>Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel ;</p> <p>OU</p> <p>Pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de six mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre.</p>
4	<p>Le cas échéant, si le cocontractant envisage de détacher sur le territoire national, pour l'exécution du marché, des salariés non ressortissants de l'UE, l'EEE, ou de la Suisse : il fournit, avant le début du détachement, la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail, et précisant, pour chacun d'eux, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.</p>